

En bloquant le projet de halte soins addictions, le préfet des Bouches-du-Rhône prive les Marseillais d'un outil de tranquillité publique

La Fédération Addiction alerte: en refusant l'ouverture d'une halte soins addictions à Marseille, le préfet des Bouches-du-Rhône prive la ville d'un outil reconnu qui protège à la fois la santé des usagers et la qualité de vie des habitants.
À Paris comme à Strasbourg, ces dispositifs ont prouvé qu'ils facilitaient le travail de maintien de l'ordre et apaisaient l'espace public.

En déclarant, jeudi 25 septembre, «*Si on ouvre une halte soins addictions, on assume le fait de ne pas mener d'interpellations*», le préfet des Bouches-du-Rhône Georges-François Leclerc témoigne d'une méconnaissance des missions et résultats des haltes soins addictions (HSA) comme de ses propres pouvoirs de police.

Depuis plusieurs mois, la consommation de drogues dans l'espace public alimente tensions et difficultés dans le centre de Marseille, en particulier dans le quartier de Belsunce. Face à cette situation, l'ouverture d'une HSA constituerait, avec d'autres dispositifs, l'une des réponses les plus pragmatiques: elle permettrait aux usagers de disposer d'un lieu sécurisé, hors de la rue, tout en leur donnant accès à des soins et à un accompagnement social.

Dans de nombreuses villes européennes, ces structures améliorent non seulement la santé des consommateurs mais aussi la tranquillité des quartiers. Elles réduisent la présence de seringues dans l'espace public et déplacent les usages hors de la rue.

Surtout, contrairement à ce que semble croire le préfet, les HSA ne constituent en rien une entrave au travail des forces de l'ordre. Nous invitons M. Leclerc à prendre connaissance des évaluations disponibles* et à se rapprocher de ses collègues d'Île-de-France et du Bas-Rhin, qui pourront lui confirmer que les haltes soins addictions de Paris et Strasbourg ont retiré de nombreuses consommations de la rue, contribué à la tranquillité publique et facilité le travail de la police.

À Marseille, les prises de position des associations médico-sociales et d'auto-support, de la Ville, de l'AP-HM et du procureur de la République en faveur du projet témoignent d'un large consensus local.

«En retardant encore l'ouverture d'une halte soins addictions, le préfet prive Marseille d'un outil médico-social reconnu, au détriment de la santé des usagers mais aussi de la qualité de vie des Marseillais.»

— Laurence Émin, déléguée de la Fédération Addiction en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse

*Notamment: [le rapport de l'INSERM de 2021](#), [le rapport des inspections générales de l'administration et des affaires sociales de 2024](#) et [le rapport des Hospices civils de Lyon de 2025](#)

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le principal réseau en France dédié aux questions liées aux drogues et aux addictions : elle regroupe 850 établissements et services de santé ainsi que plus de 500 professionnels de la prévention, du soin, de l'accompagnement et de la réduction des risques. La Fédération Addiction s'intéresse à toutes les addictions et toutes les drogues, légales ou illégales. Elle défend des politiques qui mettent l'accent sur la santé publique et les besoins des usagers.

Contacts presse

Benjamin Tubiana-Rey
responsable plaidoyer et communication
b.tubiana-rey@federationaddiction.fr
0615628108